VERS LA LIBÉRATION DU QUÉBEC

Voici le texte du document sur le Québec adopté par la Ligue Socialiste Ouvrière / League for Socialist Action lors de son congrès tenu à Montréal du 29 juin au 1 juillet (1968 –ed.)

«Soyons francs. L'enjeu, quant à moi, n'est ni plus ni moins que la survie du Canada.»

Ainsi s'exprima Lester Pearson, alors qu'il fut premier ministre du pays. Le chef d'état réaffirmait encore un fait largement reconnu au Canada: plus de 100 ans après la Confédération, un mécontentement croissant assez profond pour menacer l'ordre établi se fait sentir dans ce pays. Et M. Pearson ne pouvait que reconnaître l'origine principale de ce mécontentement et la justesse de ses revendications: «Il n'y a personne ici qui ne sait pas que le Canada français est actuellement profondément inquiet de la place qu'il occupe dans la Confédération. II y a des raisons complexes pour ceci, d'une importance variée…. La plupart de ces raisons sont bien fondées.»)

La profondeur de ce mécontentement se révéla de façon dramatique lors de a visite du Président Charles de Gaulle en 1967. Son cri démagogique de « Vive le Québec libre » évoqua une réponse massive et enthousiaste tout en déclenchant une réaction hostile de la part du gouvernement fédéral qui de retour a profondément choqué le Canada français. On n'a pas accueillée de Gaulle comme un libérateur. L'enthousiasme a manifesté une identification à la francophonie et l'espérance que ses actions froisseraient le gouvernement d'Ottawa. Plus précisément cette réaction montra la profondeur de la conscience de l'oppression nationale et l'espoir croissant de réaliser une "Québec libre," libéré de cette oppression.

L'oppression nationale du Canada français

La population canadienne-française de Canada constitue une nation opprimé au sein de la Confédération. Son caractère de nation se révèle dans sa langue distincte, dans sa culture et histoire propre à elle-même et surtout dans sa conscience nationale bien définie. Cette conscience est d'autant plus aiguë que le peuple canadien-français est concentré dans un territoire donné, le Québec, où il constitue la vaste majorité et où il a développé des racines culturelle très profondes et des moyens d'expression culturels, sociaux et politiques. Des communautés de nationalité canadienne-française se trouvent dans toutes les provinces du Canada et ils forment une majorité dans certaines grandes régions près de la frontière du Québec.

Le standard de vie des Québécois reflète la position opprimée de la nation dans le contexte canadien. Le revenu par tête au Québec n'est que le les deux tiers de la moyenne canadienne. Le taux de chômage y est plus haut, dépassant parfois celui de la région défavorisée des Maritimes et doublant celui d'Ontario. Dans les villes où les deux langues se parlent, ce sont les francophones qui vivent dans les quartiers pauvres. Quant à

l'éducation des canadien français on s'accord à l'estimer généralement inférieur à celle des Québécois anglophones. Dominé par l`Église et ne jouissant pas de fonds suffisants, cette éducation se donne la tâche de fournir une main-d'oeuvre peu ou non-spécialisée et ainsi mal payée, à l'industrie et aux secteurs de service.

Cependant la forme d'oppression que les Québécois ressentent le plus profondément c'est le statut accordé à leur langue. La situation est telle que la majorité des Montréalais ne peuvent que difficilement vivre en français dans cette ville, le plus important centre urbain de la nation. Au Québec, la domination anglophone a relégué la langue française à un rôle complètement subordonné dans la vie quotidienne ce qui tend à corrompre la langue et la culture francophone, tandis qu'en dehors du Québec, on nie aux Canadiens français les droits linguistiques les plus élémentaires, même là où ils constituent une majorité. Même le gouvernement fédéral, malgré toutes ses concessions symboliques, fonctionne en anglais. Seulement une faible minorité des dirigeants du gouvernement et de la fonction publique sont francophones ou réellement bilingues. Toute réunion importante à Ottawa a lieu en anglais. La discrimination contre la langue française est plus notable au travail, où la capacité de travailler en anglais est une pré-condition essentielle d'avancement et même souvent de l'embauchage.

Une forte conscience nationale résulte de cette condition d'oppression nationale: une identification comme Québécois, une conscience et un ressentiment de l'oppression anglaise et souvent du rôle de "roi nègre" des chefs francophones de l'Église, de l'industrie et du gouvernement. Durant toute une période après la défaite des soulèvements de 1837 et la consolidation de la Confédération, l'Église et d'autres institutions réactionnaires furent capable de se mettre en avant comme dirigeants et porte-paroles du peuple canadien-français. Le développement de l'industrie au Québec, possédée et contrôlée par le capital anglophone rehaussait la conscience nationale. Mais cette industrialisation a également crée une classe ouvrière qui par son nombre seulement est prépondérante dans la société québécoise.

La dialectique indépendante du nationalisme québécois s'est vu de plus en plus clairement au fur et à mesure qu'il devance le contrôle de la bourgeoisie nationale qui s'est montrée incapable de défendre et ni même d'étendre les intérêts nationaux du Canada français. Le nationalisme québécois est actuellement un défi formidable aux gouvernants d'Ottawa et de Washington, de Bay Street et de la rue St-Jacques. II constitue une force fondamentalement progressiste qui, à mesure qu'il avance, dresse les ouvriers québécois contre l'ensemble de l'ordre capitaliste, y compris la bourgeoisie canadienne-française relativement petite.

La conscience nationale a donné de nouvelles dimensions à la lutte de classes qui se développe actuellement à tous les niveaux de la société québécoise. Les étudiants deviennent de plus en plus conscients, étant donné la discrimination à laquelle ils sont soumis, la manque de perspective pour eux dans la société québécoise d'aujourd'hui – société dominée par le capitalisme anglo-américain. Les petits bourgeois ne peuvent nourrir que de moins en moins d'illusions quant à leurs possibilités d'avancement social. Les ouvriers mènent une double lutte et leur militantisme se renforce du fait qu'ils doivent se défendre contre des patrons anglophones qui les oppriment en tant que ouvriers et en tant que Québécois.

Les ouvriers canadiens-français sont les victimes des mêmes difficultés que leurs camarades anglo-canadiens — comme l'inflation, le chômage, l'accélération, l'insécurité d'emploi, la législation anti-ouvrière — et luttent contre un ennemi présent à la fois dans les bureaux de direction et au gouvernement fédéral. Mais alors que l'ouvrier anglo-canadien est retenu par certaines illusions concernant le système et l'exploitation qui en découle, l'ouvrier canadien-français sent davantage l'exploitation et s'y oppose d'avantage. Dans n'importe quelle direction qu'il se tourne, il se heurte à des forces qui s'attaquent à son identité comme Canadien français. Au travail il doit parler la langue du patron — l'anglais. Ses enfants reçoivent une éducation inférieure et sa langue, sa culture dégénèrent sous la domination des anglophones. II est doublement opprimé comme ouvrier et comme Québécois. L'oppression nationale des ouvriers québécois donne à leur lutte un militantisme, une dynamique révolutionnaire qui leur confère un rôle d'avant-garde dans la transformation socialiste du Canada.

Un des traits les plus remarquables de l'histoire contemporaine du Canada est la montée de la classe ouvrière canadienne-française qui montre une volonté de combat et une solidarité sans pareilles en plus d'une force qui tient bon contre tous les obstacles. Dans les luttes syndicales au niveau pan-canadien, les Québécois ont été à l'avant-garde. Dans la domaine des grèves au Québec, la nombre des grévistes, la durée des grèves et leur militantisme dépassent ceux des autres provinces. De nombreuses catégories de cols blancs se rallient au mouvement syndical. A Montréal on voit les employés de banque réussir pour la première fois à mettre sur pied une organisation syndicale.

Certaines luttes des travailleurs (et ce sont parmi les plus importantes et les plus réussies) se sont accomplies dans la fonction publique, domaine où la grève n'est pas simplement un acte de défi envers la patron mais bien une confrontation entre les ouvriers et l'État. Le gouvernement s'est empressé de faire adopter des "mesures d'urgence" pour écraser les grèves des fonctionnaires, mais rien n'a pu briser l'élan des travailleurs. C'est avant tout la militantisme et la vigueur qu'ont montrés les ouvriers du Québec qui influencent profondément les autres couches sociales, qui a impressionné les étudiants et les cultivateurs et qui est en train de changer la société canadienne-française en profondeur.

De même que la classe ouvrière du Québec est parmi l'avant garde du mouvement ouvrier pan-canadien, de même les étudiants du Québec se classent parmi avant-garde du mouvement étudiant pan-canadien. Les étudiants du Québec en plus de participer aux problèmes estudiantins communs à tous les secteurs du monde, ont des motifs particuliers de se révolter, un sentiment profond d'injustice et de frustration qui vient de ce qu'ils souffrent de discrimination en tant que Canadiens français. Ils savent que le système d'éducation les prépare mal au rôle qu'ils aspirent à jouer dans a société. Même ceux qui se pensent bien préparés se rendent compte une fois qu'ils ont obtenu leur diplôme, que les ouvertures sont peu nombreuses. Les grandes corporations qui dominent l'économie n'emploient pas un grand nombre de professionnels et ne laissent aux succursales Québécoises de leurs opérations que peu de travail de recherche et d'expérimentation. Et là où il leur en faut, les postes vont inévitablement aux Anglais.

Sources de l'oppression nationale du Québec

La couche étudiante en grande partie formée de jeunes gens venant de couches inférieures de la classe moyenne s'associe étroitement à la force la plus dynamique dans la lutte contre oppression nationale, le mouvement ouvrier. Les étudiants du Québec se sont retirés de l'organisation plutôt conservatrice de Union Canadienne des Étudiants (Canadian Union of Students) pour former l'UGEQ (Union Générale des Étudiants du Québec) qui fait un parallèle entre la position des étudiants dans la société et celle des ouvriers et cultivateurs; elle se considère partie du mouvement syndical et même comme son aile gauche. L'UGEQ appuie les grèves et organise des manifestations de masse à propos d'événements comme la guerre du Vietnam. Récemment, des étudiants canadiens-français de plusieurs universités (Montréal, Moncton) se rallièrent en masse pour obtenir des réformes dans le domaine de l'enseignement et des frais de scolarité. Plusieurs jeunes intellectuels de l'Université de Montréal ont réussi à canaliser leur désir d'action contre l'injustice sociale en joignant le personnel des syndicats et en jouant un rôle de leadership dans la vague de combats qui a secoué le Québec durant la dernière décennie.*

Les cultivateurs sont poussés au pied du mur par l'écart entre le prix de revient de leurs produits et le coût des biens d'équipement et des matériaux nécessaires à leurs travaux. En grande majorité pauvre, ils ont formé une centrale, I'UCC (Union Catholique des Cultivateurs). Cette organisation est étroitement liée au mouvement syndical. Au cours de ces dernières années, ces cultivateurs ont marché par milliers sur Ottawa et sur Québec pour mettre de l'avant leurs revendications.

L'oppression nationale du Canada français vient de la domination de son économie par la capitalisme étranger, anglo-canadien, américain ou européen. Entre 80 et 90 pour cent des travailleurs québécois travaillent pour des capitalistes anglophones. A Montréal, 80 pour cent de la richesse des compagnies se trouvent entre les mains de capitalistes anglophones. Selon l'analyse de J. Porter au sujet de l'élite économique du Canada, seulement 1/16ième d'entre eux sont des canadiens français et, sauf dans le cas de deux petites banques, le pouvoir de ces personnes repose entièrement sur des corporations contrôlées par des capitalistes anglophones.

De plus d'une manière, le Québec correspond à la définition classique d'une colonie. Il est dominé économiquement par le capitalisme étranger et politiquement par la régime fédéral à Ottawa. Les effets sur l'économie du contrôle impérialiste se voient dans son développement difformé et par le nombre exagéré des industries d'extraction de matières bruts et de celles qui ne requièrent qu'une main-d'oeuvre bon marché. Les subventions accordées à des services publics essentiels comme la santé et l'éducation sont insuffisantes, ce qui cause un retard marqué du Québec par rapport au reste du Canada.

La nation canadienne française, à cause de son état de sujétion a pu servir à la classe possédante de réservoir de main-d'oeuvre bon marché et de chômage, et aussi à diviser la classe ouvrière selon la nationalité. (La classe ouvrière de langue anglaise forme un partie importante de a population, d'autant plus quelle se groupe dans Montréal même.)

La prédominance de l'anglais dans le domaine du travail est dû à l'appétit de gains des monopoles anglophones. L'usage du français ne ferait qu'augmenter le coût des opérations; alors, les monopoles font tout en leur pouvoir pour faire de l'anglais la langue du travail et des affaires. Cela reflète bien l'attitude des monopolistes gonflés de leur propre importance, remplis de l'arrogance de leur classe et méprisant ceux qu'ils dominent. Ils justifient leur oppression, leur domination en méprisant la culture de leurs sujets sous tous ses aspects.

Le capitalisme qui n'a cédé ses intérêts économiques nulle part sans une lutte féroce, peut sous une grande pression accorder des concessions qui peuvent diminuer et même tendre à éliminer la discrimination linguistique. Mais les monopoles anglo-américains ont un très fort enjeu économique au Québec et c'est dans l'administration et l'expansion même de leurs intérêts de classe que l'oppression nationale des Québécois est enracinée. Ce n'est que par une mobilisation des masses québécoises contre la cause profonde de cette injustice que cette oppression cessera — contre le capitalisme anglo-américain et ses représentants à Ottawa et à Québec.

On ne peut rien attendre de a classe capitaliste canadienne-française dans a lutte des Québécois pour être «maîtres chez eux.» La bourgeoisie nationale québécoise est aujourd'hui extrêmement faible et liée étroitement au capitalisme anglo-canadien et américain. La Confédération a pourvu le capitalisme anglophone d'un cadre politique permettant l'industrialisation de base du Canada.

La dépouillement du trésor public si important à l'établissement de capitalisme en ce pays fut perpétré par le capitalisme anglais à son propre profit. Par l'intermédiaire de la politique de tarifs, par son commerce extérieur, par les concessions de droits d'exploitation des richesses du pays, le gouvernement fédéral a préparé les voies au capitalisme anglais. Les politiques fédérales de l'éducation et de l'immigration ont privé les Canadiens français en dehors du Québec de leurs droits linguistiques. Ils limitèrent les droits de la communauté canadienne-française à une seule province avec l'intention de noyer la nation canadienne-française dans une majorité anglophone.

Au court de l'histoire, la bourgeoisie canadienne-française n'a pas été assez forte pour se mesurer avec le capital anglophone qui la tient à la gorge et contrôle l'économie. **Plutôt que de se défendre, elle s'est résigné au rôle de collaboratrice servile des capitalistes anglophones. Avec le clergé, elle coopère avec les envahisseurs, aidant l'invasion économique, isolant les Québécois du reste du continent en promouvant un nationalisme clérical, réactionnaire et rural.

Aujourd'hui, la base économique de la bourgeoisie francophone est extrêmement faible. Le pouvoir qu'elle détient est très intimement lié à celui du capitalisme anglo-canadien et américain. Dans le cadre établi par la bourgeoisie de langue anglaise, cette bourgeoisie s'arrange pour obtenir certains privilèges, mais la montée de la classe ouvrière l'empêche de tenter de changer fondamentalement le rapport des forces.

Le nationalisme petit-bourgeois

La faiblesse de a bourgeoisie canadienne-française a permis à la petite bourgeoisie de jouer un rôle exceptionnellement important dans certaines occasions. Dans le passé la petite bourgeoisie fut le porte-parole principal du nationalisme québécois. Elle constitue

la principal soutien des partis provinciaux et exerça une grande influence à travers des gouvernements provinciaux. Dans plusieurs conjonctures, des organisations nationalistes sont nées de cette classe, comme le Bloc populaire et en ce moment les partis séparatistes. Cependant, ses accomplissements et ses perspectives pour l'avenir sont peu considérables.

Les gouvernements du Québec se sont souvent dressés contre Ottawa dans un effort d'obtenir des concessions secondaires pour la petite bourgeoisie et la nation canadienne-française tout en acceptant le cadre de la Confédération et de la domination anglo-américaine. Depuis la fin de l'ère Duplessiste, ces gouvernements ont tenté beaucoup de démarches pour renforcer le pouvoir du gouvernement québécois, modernisant ses organismes, utilisant son pouvoir pour promouvoir les intérêts de la petite bourgeoisie du capital francophone. Ils ont mis de l'avant plusieurs demandes légitimes concernant plusieurs questions comme le droit du Québec à jouer un rôle indépendant dans les affaires extérieures.

L'histoire montre que, s'ils ont enregistré quelques victoires passagères, le gouvernement provincial est extrêmement faible ainsi que le nationalisme petit-bourgeois générateur de ces luttes. Des tentatives d'établir des entreprises d'envergure en vue d'encourager l'industrie secondaire et de jeter les bases d'une économie moderne se sont paralysées. Le gouvernement ne peut survivre indépendamment du grand capital, et même en restant sous sa domination, subit des problèmes financiers chroniques. Ne voulant pas arriver à une confrontation vis-à-vis Ottawa et les monopoles, il na pas pu gagner un appui populaire assez étendu. Il se trouve pris entre les feux croisés de la lutte des classes, forcé de plus en plus de s'attaquer durement à la classe ouvrière à mesure que a lutte ouvrière s'intensifie.

Le débat actuel sur les réformes constitutionnelles n'apportera pas de solution véritable aux problèmes pressants de la vie quotidienne des travailleurs. Les protagonistes des reformes constitutionnelles n'ont aucunement l'intention de mobiliser des forces capables de mener la lutte à la victoire, et encore moins celle de changer les rapports de forces. Une constitution n'est en définitive qu'un reflet des rapports de classes et aucun changement profond (constitutionnel ou autre); ne peut se produire tant qu'un mouvement de masse n'aurait pas amorcé la lutte contre les grands monopoles qui contrôlent le Québec. L'Union Nationale et le Parti Libéral durant leurs gouvernements se sont trouvés en face du même dilemme: obligés de protéger les intérêts du grand capital qui les maintient au pouvoir, ils doivent s'attaquer de plus en plus aux luttes des classes exploitées. Ils excluent ainsi la possibilité de mener une lutte sérieuse pour les droits de la nation canadienne-française.

Deux nouveaux partis nationalistes se sont formés ces dernières années dont deux (le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale – RIN et le Mouvement Souveraineté-Association – MSA) attirent des rebelles parmi les étudiants, les intellectuels et le classe ouvrière. Ces partis sont très différents quant à leur origine et par plusieurs aspects de leur programme, et se ressemblant sur d'autres aspects de ce programme et par la base sociale qui est pour les deux petite-bourgeoise. Leur but est de construire un mouvement unifié de toutes les classes afin de gagner l'indépendance (par la séparation ou par la souveraineté impliquant association avec le Canada anglais) qui permettrait selon eux d'accomplir des reformes sociales. Leur programme sur la question nationale ne va pas

beaucoup plus loin que l'obtention d'une indépendance plutôt formelle. Le RIN accueillerait le capitalisme américain alors que le MSA veut l'union économique avec le Canada anglais et conséquemment avec les monopoles canadiens-anglais. Aucun ne préconise de s'attaquer au pouvoir des monopoles. Leur programme social n'a pas grand chose à offrir aux classes exploitées du Québec.

Dans le cas de l'absence prolongée d'un parti ouvrier ces partis pourraient gagner un certain appui de la classe ouvrière. Mais ils demeurent fondamentalement le reflet politique de leur classe. Incapables d'élaborer un programme vraiment indépendant de la classe capitaliste et correspondant aux besoins de la classe ouvrière, incapables de mener une vraie lutte contre les monopoles, ils sont destinés à être rejetés par a classe ouvrière montante.

Rôle de la classe ouvrière

Dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, la différenciation des classes, la montée de la classe ouvrière vers une position de leadership dans la lutte nécessaire pour que la révolution bourgeoise- démocratique soit réussie par moyen de a révolution socialiste, la voie socialiste n'apparaît le plus souvent qu'après une longue expérience de luttes complexes et seulement aux derniers stades de cette lutte. Le Québec se distingue de la colonie au sens classique en ce qu'il est un territoire fortement industrialisé où les cultivateurs, même s'ils sont pauvres, possèdent leur propre terre et ne forment qu'une faible proportion de la population, où les antagonismes de classes sont typiquement capitalistes et où la classe ouvrière est évoluée, indépendante, et puissante.

Au Québec, il n'y a pas seulement que la bourgeoisie nationale qui soit étroitement liée et dépendante du capitalisme anglo-américain mais le gouvernement national est un instrument ouvert des monopoles dans sa lutte anti-ouvrière. La classe ouvrière du Québec qui forme la grande majorité de la population est rassemblée pour des fins économiques dans des centrales syndicales comprenant 600,000 membres qui se battent contre les capitalistes québécois et anglo-américains. Les syndicats prennent déjà la direction de l'action politique contre le capital organisée en classe contrôlant le pouvoir de l'État.

Une polarisation semblable autour de la question nationale commence à se dessiner au Canada anglais. Alors que les partis bourgeois s'opposent implacablement aux demandes nationales des Québécois, le Nouveau Parti Démocratique, souscrit à une statut particulier pour le Québec, s'efforçant de promouvoir ce point de vue. Cette conception du statut particulier, s'il ne comprend pas explicitement le droit à l'auto- détermination, implique que le peuple du Québec doit pouvoir déterminer quelle sorte de relations il veut entretenir avec le Canada anglais.

La lutte pour l'établissement des droits nationaux des Québécois prend l'allure d'une lutte de classes pour le pouvoir politique, lutte dirigée par la classe ouvrière. II n'y a que la mobilisation des ouvriers et de leurs alliés contre le système social actuel qui puisse ouvrir la route de a libération nationale du Canada français. Dans cette lutte la classe ouvrière devra faire face à la résistance acharnée de la classe capitaliste francophone et anglophone.

Le militantisme qu'a déployé la classe ouvrière et ses alliés dans la lutte des classes au Québec montre la profondeur de l'injustice sociale et nationale et combien le peuple québécois ressent intensément cette injustice. Le seul moyen d'éliminer la cause de l'injustice est la révolution socialiste par laquelle les ouvriers du Québec prendront en main le contrôle des structures politiques et économiques du pays.

La grande tâche de la classe ouvrière est de remplacer le gouvernement des Lesage et Johnson par un gouvernement d'ouvriers et de cultivateurs qui exprimera es besoins des classes exploitées du Québec et qui peut éliminer la source de l'injustice nationale et de classe en détruisant l'ordre capitaliste au Québec, en nationalisant les monopoles étrangers qui en ce moment tiennent la société québécoise sous le joug et en établissant l'indépendance réelle du Québec de toute domination étrangère.

Par la nationalisation des monopoles qui, en ce moment contrôlent l'économie et la vie même des Québécois, les grandes forces productives seront centrées sur es besoins des travailleurs et le Québec pourra vite surmonter le retard que l'impérialisme lui a imposé**.** La planification socialiste s'accomplira par l'autogestion ouvrière au niveau de l'entreprise et dans élaboration démocratique du plan économique général.

Un gouvernement ouvrier par lequel les masses auront le pouvoir, donnera sa vraie signification à la notion d'auto-détermination du peuple québécois, fera de lui une nation souveraine. Un gouvernement ouvrier établira la langue française comme seule langue officielle, allant ainsi à l'encontre de la tendance présente, la dégénérescence de la langue et de la culture à cause de la prédominance de la langue anglaise. On utilisera notre grande richesse économique à promouvoir et aider le développement de la culture et de la langue des Canadiens français en fournissant les moyens techniques nécessaires à la développement de a technologie et de la culture assurant des liens étroits du Québec avec la francophonie.

En éliminant exploitation du Québec par le capitalisme étranger, en se débarrassant d'une système social qui fait florès alors que la pauvreté, le chômage et la discrimination règnent, la révolution socialiste détruira les racines mêmes de l'oppression nationale. Un régime socialiste établira une fois pour toutes la souveraineté du peuple canadien-français et son indépendance de toute domination étrangère, ce qui rendra possible une égalité véritable dans les relations entre Canadiens français et anglais. Le peuple québécois établira les relations de son choix avec les peuples voisins et sans doute cherchera-t-il à s'associer avec eux et à former les États Unies Socialistes d'Amérique du Nord.

Notion d'auto-détermination, ce qu'elle signifie

Le Canada français possède le droit historique à déterminer ses relations avec le Canada anglais, et cela inclut le droit de choisir la séparation. Les socialistes révolutionnaires défendent ce droit et travaillent à l'obtenir. Mais il ne suffit pas d'opter pour cette position démocratique: les socialistes révolutionnaires prennent aussi position sur les moyens de l'obtenir en cherchant ce qui peut le mieux promouvoir la lutte de la classe ouvrière.

II faut nous demander: est-ce que la séparation du Québec du Canada anglais serait favorable à la lutte dans son ensemble ? Il faut bien voir que malgré un mouvement indépendantiste bien articulé existant depuis des années et qui possède des moyens de

répandre son point de vue, les ouvriers n'ont pas montré beaucoup d'intérêt envers cette tendance et ne lui ont donne aucun appui réel. Aucune des tendances du mouvement ouvrier n'a adopte un programme indépendantiste. L'appel indépendantiste s'est limité aux intellectuels déracinés, aux petits bourgeois qui ne voient aucun autre moyen de lutter contre l'oppression nationale, plutôt qu'aux travailleurs dont les forces agissent déjà contre les monopoles anglo-américains a un niveau plus profond.

II faut nous demander: y a-t-il une telle différence entre le niveau et a direction de la lutte des classes au Québec et au Canada anglais que l'orientation vers la séparation serait favorable à la victoire de la classe ouvrière? L'ennemi est à Ottawa, pour le mouvement ouvrier en-dehors du Québec tout comme pour le mouvement ouvrier et nationaliste québécois. L'ennemi, est l'État fédéral qui maintient la domination d'une classe, et l'oppression nationale du Québec. Comment une classe ouvrière consciente de ce fait peut-elle ne pas comprendre que a classe ouvrière dans le reste du Canada est puissamment organisée soit au niveau syndical, soit au niveau politique, par l'intermédiaire du NPD, dans la lutte contre le gouvernement fédéral? Le mouvement ouvrier dans le reste du Canada est même en-avant d'un pas sur le Québec à un point de vue: il possède une arme politique puissante, le NPD qui tend à appuyer la cause du Canada français et dont l'influence augmente rapidement au Québec. Les fortes racines du NPD au Québec et l'affiliation des centaines de milliers des syndiqués au CTC *(Conseil des Travailleurs du Canada-CLC, Canadian Labour Congress)* montrent qu'au Québec les ouvriers se rendent compte qu'ils ont beaucoup à gagner en s'alliant aux organisations de a classe ouvrière canadienne-anglaise dans une lutte commune contre un ennemi commun, État fédéral.

L'alternative historique de l'indépendance politique du Québec n'est ni à accepter, ni à rejeter en elle-même; il faut la considérer dans une situation donnée. Nous n'avons pas de raison de croire que la classe ouvrière, en prenant la voie de l'indépendance politique servirait ses intérêts, ni selon le degré actuel de conscience de classe, ni selon l'objectif final, la défaite des monopoles qui trouvent leur base de soutien dans le gouvernement d'Ottawa.

Perspectives d'un parti ouvrier au Québec

Malgré son développement rapide et sa force évidente, le mouvement ouvrier du Québec se trouve aujourd'hui dans une grave impasse. Nombre de grèves importantes ont connu la rebuffade ou la défaite face aux "lois d'urgence" passées par le gouvernement, lois de retour au travail appuyées par les partis Libéral et Union National. Des lois anti-ouvrières fort nuisibles au mouvement syndical sont inscrites au Code du Travail. Les objectifs les plus élémentaires du mouvement ouvrier – l'amélioration durable et significative du standard de vie des ouvriers, des démarches sérieuses contre l'oppression nationale — ont été totalement bafoués par le pouvoir politique des partis Libéral et Union Nationale chargés de défendre les intérêts des capitalistes contre toute menace.

Le dilemme du mouvement ouvrier contraste violemment avec sa puissance, avec sa combativité, avec l'étendue de son influence et l'appui qu'il a gagné parmi plusieurs autres couches de la société. Le leadership syndical du Québec est susceptible de critiques sur des points fondamentaux, mais il faut reconnaître qu'il joue un rôle plus positif dans l'ensemble (ce rôle varie d'un syndicat à l'autre) que dans le reste du Canada.

II est généralement plus énergique, plus ouvert à l'opinion de ses rangs, moins enfoncé dans les privilèges et les méthodes bureaucratiques. À plusieurs reprises sur le plan syndical, ils ont ouvert la porte à l'action de classe militante et efficace.

On ne peut trouver à cause du dilemme du côté de la structure des syndicats. La CSN *(Conseil des Syndicats nationaux)* et la FTQ *(Fédération des Travailleurs du Québec-CLC)* cherchent sérieusement à combler les brèches ouvertes par les conflits internes, par le maraudage dans le mouvement ouvrier. Le grand problème réside plutôt dans le fait que a FTQ et particulièrement la CSN n'ont pas encore commencé a former un instrument d'action politique indépendante, une alternative aux vieux partis anti-ouvriers de Lesage et Johnson. Ils ont jusqu'ici tenté d'obtenir des concessions par le lobbying, ou par la pression sur le parti au pouvoir, mais ils voient l'un et l'autre des partis inventer des mesures anti-ouvrières. Le leadership du travail, nourrissant quelques illusions sur ces parties, et manquant de confiance dans la force du mouvement ouvrier n'a pas jusqu'ici eu recours à action politique. Cependant, on peut voir clairement l'acheminement du mouvement ouvrier vers un parti ouvrier. La FTQ qui appuie le NPD au niveau fédéral depuis sa fondation a proposé lors de son dernier congrès d'organiser une conférence qui traiterait de la création de ce parti. Le NPD, qui a obtenu un vote important à travers le Québec aux dernières élections, est une base politique déjà formée pour ce parti. Le fait que Lévesque se soit retiré du Parti Libéral devrait diminuer la résistance du NPD à se lancer dans la politique provinciale, en ce qu'il démasque certaines illusions quant a la nature du Parti Libéral, illusions très répandues au sein de la direction de la CSN. II est très significatif que le Conseil Central de la CSN à Montréal endosserait le NPD lors des élections fédérales de 1968. C'est la première fois qu'il posa un tel geste.

II est possible que ce parti futur soit parti intégrante du NPD. De toutes façons, il sera étroitement lié au NPD tout en maintenant son autonomie dans ses propres structures et politiques. Il est aussi possible qu'il produise une section fédérale du parti qui présentera des candidats aux élections fédérales au Québec comme le NPD dans le reste du Canada.

Une fois fondé, le parti gagnera de la force du fait qu'il existe déjà des cadres dans les syndicats et le NPD; il sera en mesure de tirer profit du militantisme et du mécontentement pour offrir une puissante alternative au gouvernement capitaliste de Québec.

Les socialistes révolutionnaires, organisés dans la Ligue Socialiste Ouvrière - League for Socialist Action ont été parmi les premiers à promouvoir un parti ouvrier québécois. Par son journal *La Lutte Ouvrière,* la LSO qui, par son affiliation à la LSA fait partie dune organisation pan canadienne, réclame depuis longtemps une conférence des deux grandes organisations du travail, la FTQ et la CSN, avec l'UGEQ, (*le central étudiant)*, I'UCC *(le centrale des cultivateurs*), le NPD, les organisations socialistes et les autres pour lancer ce parti sur a route du pouvoir. Cet appel a reçu une réponse partielle au congrès de a FTQ.

Même si la direction syndicale et néo-démocrate de tendance réformiste jouera un rôle considérable dans la création de ce parti, la LSO ne voit pas que ce parti prendra inévitablement la voie réformiste. Au contraire, les conditions qui entoureront sa création le poussera vers une voie totalement différente.

Le parti prendra forme d'après la situation où se trouvera la classe ouvrière, situation qui exige déjà des solutions révolutionnaires. Ce n'est pas durant une période de retraite qu'il se développera, mais de montée de a classe ouvrière. Il reflètera la lutte des classes qui, au Québec, est plus explosive qu'ailleurs au Canada à cause de l'oppression nationale, la sur-exploitation des ouvriers québécois. Il ne sera pas alourdi de la tradition de réformisme et du poids des défaites du passé que les partis de la classe ouvrière doivent porter dans plusieurs autres pays. On y retrouvera toutes les tendances politiques actuelles du mouvement ouvrier et étudiant et il pourra offrir aux révolutionnaires un riche milieu de propagation de leur programme.

II est fort possible que ce parti rejette la voie réformiste et prenne une direction révolutionnaire. Il est possible de lui faire accepter un programme de demandes transitoires révolutionnaires dirigeant ainsi la classe ouvrière dans sa lutte, l'aidant à découvrir la nécessité dune société socialiste et à la réaliser. II peut devenir un mouvement militant et vaste, non pas confiné au parlementarisme, mais actif dans tous les domaines où le bien-être de la classe ouvrière est en jeu. II pourra se battre pour un programme élaboré de demandes profondément révolutionnaires comme l'échelle mobile des heures et des salaires, les salaires suffisants pour les étudiants, a mise à découvert des livres de comptes des monopoles, etc. En même temps qu'il appuiera les réclamations sur le plan national venant de la lutte quotidienne comme le droit de travailler en français et de recevoir des salaires égaux à ceux des ouvriers ontariens et américains, il pourra faire valoir la nécessité de mettre fin au règne du capital étranger en expropriant les monopoles étrangers qui se dressent derrière l'oppression nationale. En politique extérieure, il se peut qu'il suive son inclination naturelle à s'identifier aux luttes anti-colonialistes dans le monde et qu'il mobilise les masses contre la politique impérialiste des USA qui se révèle si clairement au Vietnam.

Les organisations socialistes

D'où viendront les forces qui amèneront le parti ouvrier et la classe ouvrière à accepter un tel programme révolutionnaire? Le militantisme de a classe ouvrière et les possibilités socialistes au Québec contrastent fortement avec la faiblesse de la plupart des organisations socialistes existantes et leur manque d'orientation vivante vers la classe ouvrière.

La Parti Communiste du Québec, par exemple, est totalement incapable de fournir une alternative socialiste et même ne veut pas le faire, poursuivant toujours sa politique de coexistence pacifique. II a, en fait, abandonné a lutte pour la transformation socialiste du Québec et survit à peine comme un reliquat sans influence dans le mouvement ouvrier. Alors qu'il réclame un parti ouvrier pour le Québec, le Parti Communiste s'oppose à ce qu'il adopte un programme socialiste et préconise un programme minimum qui lui permettrait de s'allier aux forces petites-bourgeoises. Ce groupe, qui reconnaît en paroles le droit du Québec à l'auto-détermination, demeure silencieux sur la politique de russification de l'Ukraine par la bureaucratie soviétique. Ce parti qui attaque sans vergogne le symbole de la révolution latin-américaine qu'est Ché Guevara, et qui explique favorablement la politique contre-révolutionnaire du Parti Communiste Français a été condamne et dépassé par les événements.

Le courant terroriste, connu surtout sous le titre du FLQ, a joué un rôle dramatique mais de diversion dans le développement de la gauche du Québec. II a déployé un grand courage, une volonté de sacrifice pour a révolution, mais sa cause était condamnée d'avance. La révolution québécoise n'est pas dans l'attente d'un appel en dehors de la lutte vécue, mais cherche un leadership profondément enraciné dans la classe ouvrière, qui participe aux expériences de cette classe et qui, à mesure qu'elle se développe, donne naissance de nouveaux chefs.

Plusieurs courants socialistes indépendantistes sont nés du mouvement indépendantiste plus large ces dernières années: le MLP (Mouvement de libération populaire), la JSQ (Jeunesse socialiste du Québec), le FLP (Front de libération populaire), 1e CIS (Comité de coordination indépendance socialisme), etc. Ces organisations ont en commun une perspective révolutionnaire, mettant l'accent sur l'indépendance politique comme partie intégrante de la libération nationale et socialiste. Ils se solidarisent avec les luttes héroïques des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Ils cherchent la transformation socialiste du Québec, montrant parfois une certaine compréhension du rôle de la classe ouvrière comme force dynamique dans cette transformation.

Afin de réaliser leurs aspirations révolutionnaires, ces éléments d'avant-garde doivent orienter leurs idées et slogans vers la lutte quotidienne des ouvriers en employant un programme de transition. En général, ils n'en sont pas encore arrivés là, ils n'ont pas su développer un programme syndical, faisant de l'indépendance politique du Québec leur slogan fondamental, le mettant parfois de l'avant comme condition préliminaire à la lutte socialiste. Ces indépendantistes n'ont pas compris le besoin de constituer un parti ouvrier dans les conditions actuelles du Québec comme transition vers la fondation du parti révolutionnaire qu'ils travaillent à crée.

Malgré leur instabilité et leurs fréquents effondrements, ces groupes représentent une tendance importante dans la processus de formation, d'éducation et d'organisation d'un leadership socialiste révolutionnaire au Québec. Dans ce milieu se recruteront les adhérents à un programme socialiste révolutionnaire, individuellement ou par groupes.

La Ligue Socialiste Ouvrière

Par opposition à ces différentes tendances, a LSO s'appuie fermement sur un programme élaboré et une longue expérience du marxisme-léninisme dans sa forme actuelle, le trotskysme. Comme organisation pan canadienne, la LSO/LSA, ce mouvement tire son potentiel des ressources communes et de l'expérience des révolutionnaires unis dans la lutte par un programme commun. Son association étroite avec la 4ième Internationale lui fournit une vue internationaliste du monde, si nécessaire dans la développement d'un programme pour un Canada socialiste.

Même si le parti ouvrier du Québec reflète les possibilités révolutionnaires de la société dont il provient, il n'en reste pas moins vrai que l'action socialiste consciente, est essentielle au développement du programme et à l'orientation révolutionnaire de ce parti. La LSO, armée de ce programme et réunissant le noyau des forces nécessaires, est déterminée à ne pas faillir à cette tâche essentielle.

(fin)